

# Revue critique de droit international privé

**DIRECTEUR**  
Bertrand Ancel

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Horatia Muir Watt

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**  
Sabine Corneloup

**DALLOZ**

## Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Paul LAGARDE. — Les principes de base du nouveau règlement européen sur les successions.....	691
Elise RALSER. — Le statut civil de droit local applicable à Mayotte. Un fantôme de statut personnel coutumier .....	733
Laurence USUNIER. — La compatibilité de l'article 14 du Code civil avec les droits fondamentaux, une question dépourvue de caractère sérieux ? A propos de l'arrêt Cass. civ. 1 <sup>re</sup> , 29 février 2012.....	775
Horatia MUIR WATT. — L'immunité souveraine et les fonds « vautour » .....	789
Dai YOKOMIZO. — La Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants et le Japon.....	799

## Deuxième Partie. — Jurisprudence.

## I. — NATIONALITÉ.

**Preuve de la nationalité française.** — Certificat de nationalité. — Article 18 du Code de la nationalité. — Acte de naissance apocryphe. — Charge de la preuve. — Titulaire du certificat. Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 29 février 2012, note Fabienne Jault-Seseke, p. 815

**Nationalité.** — Acquisition par déclaration. — Article 26-4 du Code civil. — Prescription. — Point de départ. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 28 mars 2012, note Sabine Corneloup, p. 819

## II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

**Convention européenne des droits de l'homme.** — 1°) Article 3. — Centre de rétention. — Placement des parents. — Enfants en bas âge accompagnant leurs parents. — Traitement inhumain ou dégradant. 2°) Article 5, § 1 F), et 5, § 4. — Centre de rétention. — Placement des parents. — Enfants accompagnant leurs parents. — Absence d'arrêté de placement concernant les enfants. — Impossibilité de contester la légalité de la mesure. 3°) Article 8. — Placement des parents. — Enfants accompagnant leurs parents. — Atteinte à la vie privée et familiale. — Cour européenne des droits de l'homme, 19 janvier 2012, note Karine Parrot, p. 826

**Directive 2008/115/CE.** — Directive retour. — Article 16, § 5. — Non-Transposition. — Effet direct. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 1<sup>er</sup> février 2012, note Ségolène Barbou des Places, p. 841

**Procédures d'éloignement.** — Séparation des autorités judiciaires et administratives. — Placement en rétention. — 1°) Référé suspension. — Tribunal administratif. — Non-assistance d'un interprète. — Demande de cessation de la rétention. — Juge des libertés et de la détention. — Défaut de pouvoir. — 2°) Prolongation. — Refus infirmé en appel. — Interpellation sans intervention du Parquet. — Cassation. — Compétence de l'autorité administrative. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 14 mars et 28 mars 2012, note Nicole Guimezanes, p. 849

## III. — CONFLITS DE LOIS.

**Transport international de marchandises.** — Convention de Genève du 19 mai 1956 (CMR). — Action directe. — Prix de transport. — Prescription. — Article L. 132-8 du Code de commerce. — Droit applicable. — Cour de cassation (Ch. com.), 6 décembre 2011, note Delphine Cocteau-Senn, p. 855

**Divorce.** — Prestation compensatoire. — Evaluation des ressources et charges respectifs des époux. — Ex-époux de nationalité étrangère. Détermination préalable du régime matrimonial. — Nécessité. — **Convention de La Haye du 14 mars 1978.** — Article 4, 7 et 8. — Changement de loi applicable. — Portée. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 29 février et 12 avril 2012, note Caroline Kleiner, p. 864

## IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

**Arbitrage international.** — Arbitre. — Pouvoirs. — Compétence compétence. — Nullité ou inapplicabilité manifeste de la clause compromissoire. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 26 octobre 2011, note Georges Khairallah, p. 879

**Compétence internationale.** — Article 14 du Code civil. — Privilège de juridiction. — Droit au procès équitable. — Principe d'égalité. — Question prioritaire de constitutionnalité. — Nouveauté (non). — Caractère sérieux (non). — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 29 février 2012, v. étude de Laurence Usunier, p. 884

**Convention de La Haye du 25 octobre 1980.** — Enlèvement international d'enfant. — Changement de résidence. — Assignation géographique. — Opposition du père. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 14 mars 2012, note Christelle Chalas, p. 886

**Effets des jugements.** — Droit d'auteur. — Invocation d'un jugement étranger. — Reconnaissance. — Conditions de régularité. — Vérification. — Effet de fait (non). — *Loi étrangère.* — Autorité de la règle de conflit. — Application de la loi étrangère. — Revendication par une partie. — Office du juge. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 22 mars 2012, note Sylvain Bollée, p. 894

**Divorce.** — Jugement étranger. — Autorité de la chose jugée. — Epoux étrangers. — Domicile familial en France. — Fraude au jugement. — *Article 14 du Code civil.* — Divorce. — Domicile familial à l'étranger. — Déplacement illicite des enfants en France. — Obstacle à la demande de l'épouse française (non). — Action étrangère à l'autorité parentale. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 20 juin et 4 juillet 2012, note Héléne Gaudemet-Tallon, p. 900

## V. — UNION EUROPÉENNE.

**Règlement CE n° 805/2004.** — Titre exécutoire européen. — Décision certifiée. — Débiteur non informé du régime des voies de recours. — Circonstance indifférente. — Cour de cassation (2<sup>e</sup> Ch. civ.), 22 février 2012, v. note de Maria Lopez de Tejada sous arrêt de la Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.) du 12 avril 2012, p. 910

**Règlement CE n° 44/2001 (Bruxelles1).** — Article 5,3. — Contrefaçon. — Agissements commis en plusieurs pays. — Compétence du juge français. — Territorialisation. — Faits dommageables survenus sur le territoire français. — Neutralisation de l'article 6,1. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 22 mars 2012, note Olivera Boskovic, p. 911

**Accord d'association CEE-Turquie.** — Droit de séjour. — Membres de la famille d'un travailleur turc naturalisé. — Maintien de la nationalité turque. — Double nationalité. — Date de naturalisation. — Cour de justice de l'Union européenne, 29 mars 2012, aff. C-7/10 et C-9/10, note Etienne Pataut, p. 917

**Règlement n° 44/2001 (Bruxelles 1).** — Qualité de consommateur. — Reconnaissance et exécution des décisions. — Contrôle de la compétence du juge d'origine. — *Règlement n° 44/2001 (Bruxelles1).* — Injonction de payer. — Procédure unilatérale. — Contrôle de la notification. — Cour de cassation (1<sup>re</sup> Ch. civ.), 12 avril 2012, note Maria Lopez de Tejada, p. 931

**Tables des Sommaires 2011,** par Laurence Usunier, p. 944

## Troisième Partie. — Documentation.

I. — **Traités nouveaux de la France** (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

II. — **Lois, décrets et actes officiels français** (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).  
*Enfants mineurs.* — *Sortie du territoire.* — *Interdiction.* — *Réserve de l'autorisation des parents.* Décret n° 2012-1037 du 10 septembre 2012, p. 1018  
*Nationalité française.* — *Acquisition par mariage.* — *Condition de communauté de vie.* — *Contestation du ministère public.* — *Délai.* — *Preuve de la fraude.* Conseil constitutionnel, n° 2012-264 QPC du 13 juillet 2012, p. 1019  
*Nationalité française.* — *Conservation.* — *Français musulmans d'Algérie.* — *Citoyenneté française.* — *Principe d'égalité.* Conseil constitutionnel, n°2012-259 QPC du 29 juin 2012, p. 1020  
*Pacte civil de solidarité.* — *Déclarations.* — *Notaire.* Décret n° 2012-966 du 20 août 2012, p. 1020  
*Registre du commerce et des sociétés.* — *Sociétés étrangères.* Décret n°2012-928 du 31 juillet 2012, p. 1020  
*Trust.* — *Administrateurs.* — *Obligations déclaratives.* Décret n° 2012-1050 du 14 septembre 2012, p. 1021

III. — **Union européenne.**

*Successions.* — *Compétence.* — *Loi applicable.* — *Reconnaissance.* — *Certificat successoral.* Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012, p. 1022  
*Injonction de payer.* Règlement (UE) n° 936/2012 de la Commission du 4 octobre 2012, p. 1057

IV. — **Informations diverses.**

*Pays Bas.* — *Droit international privé.* Loi du 19 mai 2011 établissant et instaurant le Livre 10 du Code civil néerlandais – Titre 2 (texte reproduit), p. 1058  
*Naturalisation.* — *Enfant né en cours de procédure.* — *Effet collectif.* Réponse du ministre, p. 1089 (texte reproduit)

## Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** — IONESCU (Raluca Nicoleta), L'abus de droit en droit de l'Union européenne (Sixto Sanchez Lorenzo), p. 1091. — KRONKE (Herbert), THORN (Karsten), Grenzen überwinden-Prinzipien bewahren, Festschrift für Bernd von Hoffmann, p. 1092. — NIOCHE (Marie), La décision provisoire en droit international privé européen. Qualification et régime en matière civile et commerciale (Héléne Gaudemet-Tallon), p. 1093. — UBERTAZZI (Benedetta), Exclusive Jurisdiction in Intellectual Property, Studien zum ausländischen und internationalen Privatrecht (Edouard Treppoz), p. 1098

III. — **Index bibliographique,** avec le concours des professeurs Ballarino, Fernandez Rozas, Othenin-Girard, Rogerson et de Mmes Asha Rajan et Lioger, p. 1100

**Tables annuelles 2012,** p. 1153.